

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

**Situation mensuelle de l'Etat
(mars 2026)**

NOR : CPPE2612379V

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2026



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

SOMMAIRE



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Liste des sigles.....	20



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**FAITS MARQUANTS : EVOLUTION DU
MOIS**

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -42,865 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2026 s'élève à -42,865 Md€ contre -47,027 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant.

Cette évolution (+4,163 Md€) s'explique, pour le

budget général, par la hausse des dépenses nettes de 3,234 Md€ et des recettes nettes de 7,281 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,116 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 36,226 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,947 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,326 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,327 Md€) ;

► **Mission Défense** : 6,474 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (2,517 Md€), « Équipement des forces » (2,337 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,446 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,671 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (2,010 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,661 Md€) ;

► **Mission Écologie, développement et mobilité durables** : 3,187 Md€, principalement au titre des programmes « Infrastructures et services de transports » (1,443 Md€) et « Service public de l'énergie » (0,807 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,149 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,099 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,987 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'État** : 1,719 Md€, principalement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (1,351 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,561 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Économie** : 1,406 Md€, essentiellement au titre des programmes « Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2026 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'État" » (0,672 Md€) et « Développement des entreprises et régulations » (0,602 Md€).

Recettes du budget général (nettes) : 29,323 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

► **IS net** : 13,776 Md€

► **IR net** : 7,968 Md€ ;

► **TVA nette** : 4,870 Md€ ;

► **Accises sur les énergies nettes** : 2,437 Md€.

Les autres recettes du mois

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,990 Md€, dont 1,588 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,160 Md€, dont 0,731 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'État** : -4,960 Md€, dont -3,237 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -1,991 Md€) et -1,723 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : -3,846 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 10,698 Md€ et des recettes pour 6,692 Md€ (dont 3,930 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités locales et 1,936 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État** » affiche des dépenses pour 1,808 Md€ (dont 1,128 Md€ de charges d'indexation du capital des OAT) et des recettes pour 1,879 Md€ (dont 1,454 Md€ au titre d'abondements par le budget général).



**Situation Mensuelle
de l'État
Mars 2026**

**FAITS MARQUANTS : DONNEES
CUMULEES**

Dépenses du budget général (nettes) : 101,233 Md€

Les dépenses nettes à fin mars 2026 s'élèvent à 101,233 Md€ contre 97,999 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,234 Md€) résulte essentiellement de la hausse, prévue en LFI, des dépenses de charges de la dette de l'État pour +1,626 Md€ (essentiellement au titre de la mission "Engagements financiers de l'État"), des dépenses d'investissement

pour +1,086 Md€ (essentiellement au titre de la mission "Défense") et des dépenses de personnel pour +0,979 Md€, ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention pour -1,534 Md€, principalement au titre des missions "Régimes sociaux et de retraite" et "Travail, emploi et administration des ministères sociaux", en raison de décalage dans le rythme de consommation des crédits.

Recettes fiscales (nettes) : 76,721 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2026 s'élèvent à 76,721 Md€ contre 74,885 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,836 Md€) s'explique, exclusion faite des mouvements liés aux remaniements de la ligne « autres taxes intérieures » vers les lignes des accises sur les énergies, premièrement, par les autres recettes fiscales nettes pour +1,040 Md€,

dont les autres taxes pour +0,907 Md€ en raison essentiellement d'un décalage dans le rythme des encaissements des "versements de la contribution des employeurs au titre du financement de l'allocation de logement sociale" rebudgétisée par la LFI 2025, et deuxièmement, par la hausse des recettes de TVA nette pour +0,635 Md€ (hausse prévue en LFI).

Recettes non fiscales : 9,079 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2026 s'élèvent à 9,079 Md€ contre 1,879 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant.

Cette évolution (+7,200 Md€) s'explique

essentiellement en raison de la restitution par l'Agence nationale de la recherche (ANR) des dotations non consommables pour 6,853 Md€ en janvier 2026.

Prélèvements sur les recettes de l'État : -16,745 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'État à fin mars 2026 s'élèvent à -16,745 Md€ contre -14,835 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,909 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,894 Md€, hausse prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,963 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin mars 2026 s'élèvent à 0,963 Md€ contre

0,809 Md€ à fin mars 2025 à périmètre courant, soit une évolution de +0,154 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -11,650 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2026 s'élève à -11,650 Md€ contre -11,766 Md€ à fin mars

2025 à périmètre courant, soit une évolution de +0,116 Md€.

Dette financière de l'État au 31 mars 2026 : 2 852,715 Md€

La dette financière est en augmentation de 88,601 Md€ depuis le début de l'année 2026.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets de titres négociables (hausse des OAT pour +80,444 Md€ et des BTF pour +8,207 Md€).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-10 750	-42 865	-47 027	-47 027	4 163
Dépenses du budget général (nettes)	36 226	101 233	97 999	97 999	3 234
Recettes du budget général (nettes)	29 323	70 019	62 738	62 738	7 281
Recettes fiscales (nettes)	33 251	76 721	74 885	74 885	1 836
- IR net	7 968	18 305	17 974	17 974	331
- IS net *	13 776	14 115	14 539	14 539	-424
- TVA nette	4 870	25 258	24 623	24 623	635
- Accises sur les énergies nettes **	2 437	6 570	3 601	n.d	2 969
- Autres recettes fiscales nettes	4 200	12 473	14 148	14 148	-1 674
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 846	-11 650	-11 766	-11 766	116
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 851	141 574			
Dette financière de l'Etat	16 825	2 852 715			

* Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.

** Les données retraitées relatives aux accises sur les énergies ne comprennent à ce stade que les données d'exécution de TICPE pour l'année 2025. Elles seront retraitées ultérieurement des données des autres accises sur les énergies.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 140	1 138	1 138	2
Dépenses de personnel	13 730	40 642	39 662	39 662	979
Dépenses de fonctionnement	5 658	18 122	17 165	17 165	958
Charges de la dette de l'Etat	1 454	6 018	4 392	4 392	1 626
Dépenses d'investissement	2 462	7 463	6 377	6 377	1 086
Dépenses d'intervention	12 851	27 606	29 140	29 140	-1 534
Dépenses d'opérations financières	70	242	125	125	117
Total des dépenses (nettes) (I)	36 226	101 233	97 999	97 999	3 234
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	33 251	76 721	74 885	74 885	1 836
Recettes non fiscales	830	9 079	1 879	1 879	7 200
Prélèvements sur recettes	-4 960	-16 745	-14 835	-14 835	-1 909
Fonds de concours et attributions de produits	202	963	809	809	154
Total des recettes (nettes) (II)	29 323	70 019	62 738	62 738	7 281
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	34 283	86 763	77 573	77 573	9 190
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 903	-31 215	-35 262	-35 262	4 047
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	102	804	523	523	281
Solde des comptes de concours financiers	-3 947	-12 866	-12 420	-12 420	-447
Solde des comptes de commerce	5	437	131	131	306
Solde des comptes d'opérations monétaires	-30	-126	107	107	-234
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 846	-11 650	-11 766	-11 766	116
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-10 750	-42 865	-47 027	-47 027	4 163



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE**

	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 730	40 642	39 662	39 662	979
Rémunérations d'activité	7 618	23 036	22 867	22 867	169
Cotisations et contributions sociales	5 996	17 252	16 459	16 459	793
Prestations sociales et allocations diverses	116	354	337	337	17
AUTRES TITRES	22 496	60 592	58 337	58 337	2 255
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 140	1 138	1 138	2
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 658	18 122	17 165	17 165	958
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 486	10 601	9 369	9 369	1 232
Subventions pour charges de service public	2 172	7 521	7 796	7 796	-275
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 454	6 018	4 392	4 392	1 626
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 454	6 018	4 392	4 392	1 626
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 462	7 463	6 377	6 377	1 086
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	2 050	5 583	4 395	4 395	1 188
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	355	1 823	1 982	1 982	-159
Subventions pour charges d'investissement	57	57	0	0	57
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 851	27 606	29 140	29 140	-1 534
Transferts aux ménages	6 289	14 228	14 632	14 632	-404
Transferts aux entreprises	3 240	5 937	6 424	6 424	-488
Transferts aux collectivités territoriales	994	2 629	2 499	2 499	129
Transferts aux autres collectivités	2 152	4 251	5 272	5 272	-1 021
Appels en garantie	176	562	313	313	249
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	70	242	125	125	117
Prêts et avances	0	0	1	1	0
Dotations en fonds propres	26	45	27	27	18
Dépenses de participations financières	45	197	98	98	99
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	36 226	101 233	97 999	97 999	3 234



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

	Mois de mars		Cumul à fin mars 2026		Cumul à fin mars 2025 retraité	Cumul à fin mars 2025 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	288	197	905	776	783	783	-7
Action de la France en Europe et dans le monde	250	192	720	628	653	653	-25
Diplomatie culturelle et d'influence	2	2	116	115	122	122	-7
Français à l'étranger et affaires consulaires	36	3	68	32	8	8	25
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	418	412	1 058	1 046	981	981	66
Administration territoriale de l'Etat	220	213	623	616	596	596	20
Vie politique	71	69	78	74	24	24	50
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	127	130	357	357	361	361	-4
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	145	158	582	570	540	540	30
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	33	49	242	250	254	254	-3
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	59	60	191	174	144	144	30
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	49	149	146	143	143	3
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	175	205	240	436	352	352	83
Aide économique et financière au développement	53	85	53	250	167	167	83
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	6	4	62	60	76	76	-16
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	116	116	125	125	109	109	16
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
COHESION DES TERRITOIRES	284	1 103	4 558	4 479	3 642	3 642	836
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	84	106	375	348	273	273	75
Aide à l'accès au logement	0	969	3 959	3 959	3 306	3 306	654
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	192	17	197	133	21	21	112
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-1	3	-2	5	8	8	-4
Politique de la ville	0	0	20	21	31	31	-10
Interventions territoriales de l'Etat	9	8	9	13	3	3	10
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	71	68	198	200	216	216	-17
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	50	47	126	128	119	119	9
Conseil économique, social et environnemental	0	0	9	9	34	34	-25
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	22	63	63	64	64	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	941	477	1 184	726	505	505	221
Patrimoines	576	259	587	291	99	99	192
Création	224	98	246	103	104	104	-2
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	66	54	140	128	95	95	33
Soutien aux politiques du ministère de la culture	75	67	210	203	207	207	-3
DEFENSE	6 280	6 474	13 865	20 714	18 677	18 677	2 037
Environnement et prospective de la politique de défense	140	175	307	455	491	491	-36
Préparation et emploi des forces	1 046	1 446	3 164	5 365	4 714	4 714	651
Soutien de la politique de la défense	2 505	2 517	6 939	7 000	6 774	6 774	226
Equipement des forces	2 590	2 337	3 456	7 894	6 698	6 698	1 196
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	92	80	207	195	200	200	-5
Coordination du travail gouvernemental	73	61	176	164	171	171	-7
Protection des droits et libertés	19	19	32	31	29	29	2
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 608	3 187	9 022	6 073	5 040	5 040	1 033
Infrastructures et services de transports	341	1 443	3 278	1 793	1 764	1 764	29
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	23	21	60	40	40	40	0
Paysages, eau et biodiversité	127	54	130	63	57	57	5
Expertise, information géographique et météorologie	67	228	576	342	145	145	196
Prévention des risques	46	259	960	292	36	36	256
Energie, climat et après-mines	693	35	836	255	319	319	-64
Service public de l'énergie	-1	807	2 305	2 305	1 713	1 713	592
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	286	246	820	765	814	814	-49
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	-5	58	-11	133	98	98	-36
Sûreté nucléaire et radioprotection	34	26	83	77	55	55	23
Ecologie - mise en extinction du plan de relance ⁽²⁾	-3	9	-16	9	0	0	9



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

	Mois de mars		Cumul à fin mars 2026		Cumul à fin mars 2025 retraité	Cumul à fin mars 2025 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2026 / 2025 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	1 535	1 406	1 754	1 639	410	410	1 229
Développement des entreprises et régulations	794	602	878	697	179	179	518
Plan "France Très haut débit"	0	61	0	61	0	0	61
Statistiques et études économiques	57	57	125	127	124	124	2
Stratégies économiques	13	14	80	82	106	106	-24
Financement des opérations patrimoniales en 2026 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	672	672	672	672	0	0	672
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 650	1 719	6 600	6 669	4 789	4 789	1 880
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 351	1 351	5 859	5 859	4 244	4 244	1 615
Appels en garantie de l'Etat	176	176	562	562	313	313	249
Epargne	20	20	20	20	15	15	5
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	103	103	159	159	148	148	11
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	69	0	69	69	69	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	8 345	7 947	23 504	23 000	22 549	22 549	452
Enseignement scolaire public du premier degré	2 330	2 327	7 037	7 032	6 865	6 865	167
Enseignement scolaire public du second degré	3 331	3 326	10 081	10 071	9 829	9 829	242
Vie de l'élève	1 229	937	2 535	2 217	2 252	2 252	-35
Enseignement privé du premier et du second degrés	941	937	2 592	2 558	2 520	2 520	38
Soutien de la politique de l'éducation nationale	282	221	721	662	663	663	-1
Enseignement technique agricole	232	200	538	460	420	420	40
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	998	929	2 805	2 631	2 557	2 557	74
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	678	653	2 064	1 952	1 935	1 935	17
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	169	128	322	260	220	220	40
Facilitation et sécurisation des échanges	151	147	419	419	402	402	17
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	190	242	374	373	297	297	76
Immigration et asile	182	234	367	361	252	252	109
Intégration et accès à la nationalité française	7	8	7	12	45	45	-33
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	231	0	269	182	182	87
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	15	0	15	0	0	15
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	136	0	174	182	182	-8
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	80	0	80	0	0	80
JUSTICE	1 113	1 130	3 059	3 164	3 035	3 035	130
Justice judiciaire	427	430	1 281	1 231	1 184	1 184	47
Administration pénitentiaire	406	481	1 063	1 304	1 226	1 226	78
Protection judiciaire de la jeunesse	118	99	301	269	250	250	19
Accès au droit et à la justice	69	66	201	185	189	189	-4
Conduite et pilotage de la politique de la justice	93	53	212	174	185	185	-11
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	253	87	308	140	115	115	25
Presse et médias	-15	5	41	59	58	58	0
Livre et industries culturelles	268	81	268	81	57	57	24
MONDE COMBATTANT, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION ⁽²⁾	246	47	1 131	921	1 023	1 023	-103
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	218	41	1 092	904	1 005	1 005	-102
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	28	6	39	17	18	18	-1
OUTRE-MER	37	53	152	194	169	169	25
Emploi outre-mer	34	25	103	77	80	80	-3
Conditions de vie outre-mer	3	29	49	117	89	89	28
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	0	0	0	0	77	77	-77
Écologie ⁽¹⁾	0	0	0	0	48	48	-48
Compétitivité ⁽¹⁾	0	0	0	0	30	30	-30
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 140	1 140	1 138	1 138	2
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	608	608	0
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	0	0	36	36	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	20	20	18	18	2
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

	Mois de mars		Cumul à fin mars 2026		Cumul à fin mars 2025 retraité	Cumul à fin mars 2025 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2026 / 2025
	consommés	consommés	consommés	consommés	retraités	consommés	retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 274	1 561	23 340	7 036	6 746	6 746	290
Formations supérieures et recherche universitaire	9 776	125	14 407	3 778	3 801	3 801	-23
Vie étudiante	612	312	2 164	967	1 126	1 126	-160
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3 623	422	4 324	1 049	712	712	337
Recherche spatiale	760	236	1 736	550	390	390	159
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	480	442	630	613	602	602	10
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-1	0	-1	0	3	3	-3
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	24	81	81	112	112	-31
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6	146	770	315	2 121	2 121	-1 806
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	0	0	0	1 475	1 475	-1 475
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	141	740	285	281	281	4
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	6	6	30	30	365	365	-335
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	353	307	338	602	374	374	228
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	351	301	334	588	343	343	245
Concours spécifiques et administration	2	6	4	13	30	30	-17
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 333	9 344	34 228	34 226	33 586	33 586	640
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 073	9 085	33 101	33 099	32 262	32 262	836
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	259	259	1 127	1 127	1 324	1 324	-196
SANTE	1 179	430	1 194	448	543	543	-94
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	37	2	52	20	88	88	-68
Protection maladie	1 142	428	1 142	428	455	455	-27
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 109	2 149	6 069	6 220	6 131	6 131	89
Police nationale	1 136	1 099	3 253	3 287	3 212	3 212	75
Gendarmerie nationale	926	987	2 692	2 766	2 715	2 715	51
Sécurité et éducation routières	7	3	14	14	13	13	2
Sécurité civile	41	60	110	154	192	192	-38
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	2 094	3 671	27 885	6 153	7 068	7 068	-915
Inclusion sociale et protection des personnes	2 093	1 661	13 146	2 803	3 262	3 262	-460
Handicap et dépendance	0	2 010	14 739	3 350	3 805	3 805	-455
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	1	1	1	1	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	414	171	598	356	467	467	-112
Sport	101	13	130	43	73	73	-30
Jeunesse et vie associative	313	158	468	312	394	394	-81
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	68	26	124	70	84	84	-14
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	8	9	12	23	33	33	-10
Transformation publique	0	1	1	4	10	10	-7
Fonction publique	55	11	98	30	28	28	2
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	13	13	12	12	0
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTRES SOCIAUX	4 647	1 354	5 774	3 551	5 864	5 864	-2 313
Accès et retour à l'emploi	2 421	702	3 345	1 850	1 642	1 642	208
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 915	361	1 799	1 066	3 595	3 595	-2 529
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	19	0	19	4	5	5	-1
Soutien des ministères sociaux	292	291	611	631	622	622	9
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	60 145	45 311	172 968	134 332	130 262	130 262	4 070
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	51 072	36 226	139 867	101 233	97 999	97 999	3 234

⁽¹⁾ Suppression en loi de finances initiale pour 2026

⁽²⁾ Modification de libellé en loi de finances initiale pour 2026



Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumulé
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 296	25 229	24 779	24 779	449
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	99	331	334	334	-3
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	14 954	17 271	17 526	17 526	-256
Impôt sur les sociétés	14 540	16 819	17 136	17 136	-317
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	260	296	308	308	-12
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	155	155	82	82	73
Impôt minimum mondial à 15% - Pilier 2 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 160	4 105	4 847	4 847	-742
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	70	253	322	322	-68
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	104	984	1 343	1 343	-359
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	27	198	160	160	38
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	1	1	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	6	6	-6
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	12	4	4	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	11	3	3	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	29	84	44	44	40
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	731	2 201	2 516	2 516	-315
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	0	49	49	-49
Taxe d'habitation sur les résidences principales	0	1	5	5	-3
Taxe sur le patrimoine financier ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	134	138	0	0	138
Taxe sur les petits colis ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	10	31	55	55	-24
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	42	186	337	337	-151
Accises sur les énergies (E) ⁽²⁾	2 581	7 063	4 055	4 055	3 008
Accises sur les énergies (ex-TICPE) ⁽³⁾	1 653	4 460	4 055	4 055	405
Accises sur les énergies (ex-TICGN) ⁽³⁾	4	583	0	0	583
Accises sur les énergies (ex-TICFE) ⁽³⁾	923	2 017	0	0	2 017
Autres taxes intérieures ⁽³⁾	0	2	0	0	2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 256	46 525	45 213	45 213	1 312
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 990	9 296	10 393	10 393	-1 096
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	110	128	128	-17
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	57	47	47	9
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	25	19	19	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	274	1 218	1 172	1 172	46
Mutations à titre gratuit par décès	1 314	3 360	3 305	3 305	55



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)**

	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
Contribution de sécurité immobilière		64	193	176	176	17
Autres conventions et actes civils		39	103	117	117	-14
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		51	144	147	147	-3
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		66	221	175	175	46
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		22	54	43	43	11
Timbre unique		18	96	99	99	-3
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		90	309	214	214	95
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité		0	0	4	4	-4
Autres taxes intérieures ⁽⁴⁾		0	0	2 714	2 714	-2 714
Autres droits et recettes accessoires		0	1	1	1	0
Amendes et confiscations		-2	-4	5	5	-9
Taxe générale sur les activités polluantes		1	7	8	8	-1
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		21	56	34	34	22
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		2	157	161	161	-5
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	12	12	12	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		2	2	13	13	-11
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		9	9	11	11	-2
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		266	552	457	457	96
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		60	211	203	203	8
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		27	88	93	93	-5
Prélèvement sur les paris sportifs		55	223	215	215	8
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		10	31	29	29	2
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions		50	143	0	0	143
Taxe sur les transactions financières		289	693	472	472	222
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		207	1 225	318	318	907
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		42 336	109 820	107 147	107 147	2 673
TOTAL GENERAL (net)		33 251	76 721	74 885	74 885	1 836

⁽¹⁾ Création en loi de finances initiale pour 2026

⁽²⁾ Les données retraitées relatives aux accises sur les énergies ne comprennent à ce stade que les données d'exécution de TICPE pour l'année 2025. Elles seront retraitées ultérieurement des données des autres accises sur les énergies.

⁽³⁾ Lignes de recettes remaniées en loi de finances initiale pour 2026.

⁽⁴⁾ Suppression en loi de finances pour 2026.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	249	534	499	499	36
Revenus du domaine public non militaire	50	154	226	226	-72
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1	-1
Revenus du domaine privé	124	150	176	176	-26
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	75	229	95	95	134
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	134	358	306	306	53
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	58	114	59	59	55
Autres frais d'assiette et de recouvrement	75	240	242	242	-2
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	0	1	2	2	-1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	96	7 000	252	252	6 748
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	38	45	67	67	-22
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	2	7	7	-5
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	4	5	5	-1
Intérêts des autres prêts et avances	55	68	68	68	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	16	21	21	-5
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	6 857	76	76	6 781



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
	unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	203	662	348	348	314
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	12	28	28	-16
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	47	53	64	64	-11
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	2	2	2	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	107	547	208	208	339
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	2	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0	1
Divers (F)	147	524	475	475	49
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	7	16	16	-9
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	46	70	73	73	-4
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	1	1	1
Récupération d'indus	4	32	16	16	16
Recouvrements après admission en non-valeur	11	30	28	28	2
Divers versements de l'Union européenne	0	1	0	0	1
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	5	23	11	11	11
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	13	11	11	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	1	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	52	236	250	250	-14
Produits divers	0	2	3	3	-1
Autres produits divers	21	102	61	61	41
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	830	9 079	1 879	1 879	7 200



Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS**

	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumul
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 237	-9 733	-9 718	-9 718	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 991	-6 231	-6 203	-6 203	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-661	-1 742	-1 683	-1 683	-59
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-4	-2	-2	-2
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-166	-568	-690	-690	122
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-6	-7	-7	-7	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-27	-27	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-12	-12	-9	-9	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-23	-23	-23	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-384	-1 116	-1 067	-1 067	-49
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026

PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS

	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumul
	Mars	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	0	0	-8	-8	8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	0	-4	0	0	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les retards de versement de la taxe d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 723	-7 012	-5 118	-5 118	-1 894
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 960	-16 745	-14 835	-14 835	-1 909
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	157	430	395	395	36
Fonds de concours - coopération internationale	45	532	414	414	118
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	202	963	809	809	154

(1) Suppression en loi de finances initiale pour 2026

(2) Création en loi de finances initiale pour 2026



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de mars		Cumul à fin mars									Ecart cumul Soldes 2026 / 2025 retraité	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				
			2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026	2025 retraité	2025 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 283	6 385	17 797	16 893	16 893	18 602	17 416	17 416	804	523	523	281	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	17	133	47	39	39	464	430	430	417	391	391	26	
Développement agricole et rural	3	3	6	0	0	10	10	10	4	10	10	-6	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	33	0	68	49	49	39	94	94	-30	45	45	-75	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	20	51	44	42	42	108	51	51	64	9	9	54	
Participations financières de l'Etat	631	685	881	154	154	686	119	119	-194	-35	-35	-160	
Pensions	5 579	5 513	16 752	16 609	16 609	17 295	16 712	16 712	544	103	103	441	
Comptes de concours financiers	11 253	7 305	34 063	33 685	33 685	21 197	21 265	21 265	-12 866	-12 420	-12 420	-447	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	322	0	968	992	992	0	0	0	-968	-992	-992	24	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution	10 698	6 692	32 185	32 012	32 012	20 498	20 604	20 604	-11 687	-11 408	-11 408	-279	
Prêts à des Etats étrangers	82	11	135	146	146	82	92	92	-53	-54	-54	1	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1	1	25	55	55	12	60	60	-13	5	5	-18	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	150	601	750	480	480	605	509	509	-145	29	29	-174	
Comptes de commerce	2 223	2 228	8 859	8 089	8 089	9 296	8 220	8 220	437	131	131	306	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	71	34	210	167	167	369	308	308	159	140	140	19	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	21	22	54	53	53	54	45	45	0	-8	-8	8	
Couverture des risques financiers de l'Etat	212	212	448	600	600	448	600	600	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	56	70	163	213	213	156	218	218	-7	5	5	-12	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 808	1 879	7 834	6 785	6 785	7 996	6 861	6 861	162	76	76	86	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	0	2	0	0	0	0	0	-2	0	0	-2	
Opérations commerciales des domaines	4	7	10	17	17	18	19	19	9	2	2	6	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	6	7	7	9	7	7	3	0	0	3	
Soutien financier au commerce extérieur	47	0	133	247	247	245	161	161	112	-86	-86	198	
Comptes d'opérations monétaires	31	2	148	274	274	22	382	382	-126	107	107	-234	
Emission des monnaies métalliques	8	2	47	17	17	22	18	18	-25	1	1	-27	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	24	0	101	256	256	0	364	364	-101	108	108	-209	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	2	2	0	0	0	0	-2	-2	2	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 766	15 920	60 767	58 685	58 685	49 117	46 920	46 920	-11 650	-11 766	-11 766	116	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 790	15 920	60 868	58 941	58 941	49 117	47 283	47 283	-11 751	-11 658	-11 658	-93	



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES**

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2025	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2026	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		516	-209	307	
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11	
		La Poste	0	0	0	
		Divers organismes à caractère financier	6 706	-12	6 694	
	Total organismes à caractère financier			7 232	-220	7 012
	CEPL	Régions		1 136	1 203	2 338
		Départements		7 555	-1 475	6 080
		Communes		27 790	-2 157	25 633
		Etablissements publics de coopération intercommunale		18 426	-821	17 605
		Etablissements sociaux et médico-sociaux		2 410	-196	2 214
			Autres		9 669	-50
	Total CEPL			66 985	-3 496	63 488
	Etablissements publics de santé			7 834	213	8 047
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif		19 844	-3 059	16 785
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		13 523	-255	13 269
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		4 945	-172	4 773
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		2 420	-1 110	1 309
	Total établissements publics nationaux			40 732	-4 596	36 136
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger			6 037	1 306	7 344
	Union européenne			4 352	-3 661	691
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie		6 232	39	6 271	
	GIP		1 951	-21	1 930	
	EPL		2 813	666	3 479	
	Autres correspondants		2 735	-13	2 722	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		66	0	66	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			13 798	671	14 469	
Total Dépôts de fonds du Trésor			146 970	-9 783	137 187	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		2 986	208	3 194	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		196	972	1 168	
	Intérêts courus sur comptes à terme		26	0	26	
	Total Comptes à terme		3 208	1 180	4 388	
Total Passif (A)			150 178	-8 604	141 574	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
Total Actif (B)			0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			150 178	-8 604	141 574	



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

**DETTE FINANCIERE DE L'ÉTAT
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2025	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2026
Titres négociables (A)		2 737 132	88 651	2 825 783
Titres négociables à moyen et long terme		2 541 188	80 444	2 621 632
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)		2 541 188	80 444	2 621 632
<i>dont - taux fixe</i>		2 234 548	66 511	2 301 059
<i>- taux variable</i>		239 808	-5 248	234 560
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)		0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>		0	0	0
<i>- taux variable</i>		0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme		0	0	0
Titres négociables à court terme		195 944	8 207	204 151
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)		195 944	8 207	204 151
Autres titres négociables à court terme		0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)		0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)		26 982	-50	26 932
TOTAL (A+B+C)		2 764 114	88 601	2 852 715



Situation Mensuelle de l'Etat Mars 2026

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2025 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2025 retraité » correspondent aux données « 2025 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2026**

LISTE DES SIGLES

AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	IS	Impôt sur les sociétés
ASP	Agence de services et de paiement	LFG	Loi de finances de fin de gestion
BG	Budget général	LFI	Loi de finances initiale
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	OAT	Obligations assimilables du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale	PAS	Prélèvement à la source
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PFE	Participations financières de l'Etat
CFE	Cotisation foncière des entreprises	PSR	Prélèvements sur recettes
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
DGF	Dotations globales de fonctionnement	TF	Taxe foncière
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne